

# **Changement climatique : et si on disait la vérité sur le CO2 ?**

Et si on disait la vérité à propos du CO2 : il n'est nullement pollueur, bien au contraire.

**Par Christian Gérondeau.**<sup>1</sup>

On pourrait croire, s'agissant d'un domaine qui entraîne pour la collectivité nationale des dépenses qui se chiffrent par dizaines de milliards d'euros chaque année et obèrent lourdement son développement, que la France aurait cherché à se forger sa propre opinion sur le dossier du changement climatique.

**Il n'en est rien.**

Sans les soumettre à aucune analyse critique, et en ne donnant la parole qu'aux tenants des thèses officielles, notre pays n'a écouté que les affirmations émanant des Nations-Unies et de leurs prolongements.

## **Le CO2, mauvais pour la planète ?**

Celles-ci nous assurent depuis 30 ans qu'il est prouvé que les émissions de CO2 imputables aux activités humaines bouleversent le climat, et qu'il serait possible de réduire massivement celles-ci.

Notre pays a suivi le syllogisme qui a cours et qui repose sur trois étapes :

- **Les émissions globales de CO2 conduisent la planète et l'humanité à une catastrophe sans précédent.**
- **Cette perspective est insupportable.**
- **Les moyens de réduire les émissions planétaires de CO2 existent donc nécessairement.**

Le raisonnement a toutes les apparences de la logique, mais il est en réalité un sophisme qui mène depuis un quart de siècle l'opinion mondiale et beaucoup de dirigeants sur une voie sans issue.

Car il n'existe aucun moyen de réduire les émissions globales de CO2.

Telle est la conclusion sans appel de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE). Compte tenu des projets des pays en développement, 80% de l'énergie utilisée sur la planète continuera à provenir des hydrocarbures au milieu du présent siècle. Les mêmes rapports de l'AIE montrent que, pour réduire les émissions globales de CO2, il

faudrait que les pays pauvres deviennent encore plus pauvres, ce qu'ils refusent évidemment et serait de surcroît moralement inadmissible.

Telle a aussi été la conclusion de la Fondation Nicolas Hulot elle-même à la veille de la Conférence de Paris de 2015 (COP 21), qui a constaté avec effarement que, loin d'être divisées par deux d'ici 2050 comme le demandait le GIEC, les émissions mondiales allaient continuer à augmenter au cours des décennies à venir (Réf. : Fondation Nicolas Hulot : Thermomètre des engagements. 29 octobre 2015).

## **Émissions de CO2 : l'avenir entre les mains des pays en voie de développement**

C'est que l'avenir en ce domaine n'est plus entre les mains des pays développés. L'Union européenne émet chaque année 3 milliards de tonnes de CO2 sur un total mondial de 34, et c'est là marginal en regard des 3000 milliards présentes dans l'atmosphère.

Même si l'Union européenne supprimait entièrement ses émissions, ce qui est impossible, il n'en résulterait aucun impact significatif sur la masse présente au-dessus du globe à la fin du siècle.

Depuis la Conférence de Paris, les pays en voie de développement qui sont désormais très majoritaires au sein des émissions planétaires, ont certes lancé de grands programmes d'[énergies renouvelables](#).

Mais ils continuent imperturbablement à construire par ailleurs des centrales électriques à charbon ou à gaz par centaines, marché dont l'industrie française s'est retirée à tort, et à développer leurs industries et leurs parcs de véhicules terrestres, maritimes ou aériens qui ne peuvent se passer d'hydrocarbures. Ils veulent en effet avant tout sortir leur population de la pauvreté et bien souvent de la mort elle-même, et ils ont besoin pour cela d'énergie fiable et permanente.

La question se pose alors de savoir pourquoi ces faits incontestables et incontestés ne sont jamais pris en compte par la quasi-totalité des institutions internationales et nationales qui traitent du climat.

## **Climat VS énergie**

La réponse tient en large part à la spécialisation qui caractérise notre époque. Le dossier est uniquement abordé sous l'angle du climat et non de l'énergie. Ce sont des spécialistes du climat qui y agissent, et qui ignorent ou veulent ignorer le fait que leurs demandes de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont irréalistes,

comme le montre chaque année l'échec de toutes les « COP » depuis un quart de siècle.

C'est la raison pour laquelle les climatologues français et étrangers les plus connus refusent de répondre lorsqu'on leur demande si leurs recommandations de réduction des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> sont possibles. Ils arguent qu'ils ne sont pas spécialistes de l'énergie et que ce n'est pas leur problème...

Telle est aussi la raison pour laquelle, après avoir consulté plus de 1000 experts du secteur énergétique, le GIEC a honteusement travesti leurs conclusions pour affirmer (sic) « *que 80% de l'énergie nécessaire à l'humanité pourraient être fournis par les énergies renouvelables au milieu du siècle* », alors que l'Agence Internationale de l'Énergie estime ce pourcentage à 5% au mieux !

### **3 vérités sur le CO<sub>2</sub>**

La prise en compte de la réalité, c'est-à-dire de l'impossibilité d'agir significativement sur l'évolution de la masse de CO<sub>2</sub> qui sera présente dans l'atmosphère d'ici la fin du siècle conduit à jeter un regard neuf sur le dossier du climat en posant un certain nombre de questions.

**1°** Puisque l'accroissement de la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère est inéluctable, allons nous véritablement à la catastrophe ?

Il est heureusement permis d'en douter très fortement. Cette teneur est particulièrement faible à l'échelle des temps. Pour parler chiffres, elle se situe actuellement à 400 parties par million soit 0,04 % ou si l'on préfère une molécule sur 2500 ! Elle était quatre fois plus forte à l'ère jurassique où la vie prospérait grâce à une végétation luxuriante, et même 15 fois plus forte à l'ère cambrienne. Certes l'élévation actuelle de la température terrestre depuis 150 ans existe. Mais elle n'excède pas un degré par siècle, sans rapport avec les prévisions apocalyptiques du GIEC.

**2°** L'accroissement en cours de la teneur en CO<sub>2</sub> est-il vraiment négatif ? N'est-il pas lié à des phénomènes bénéfiques pour l'humanité ?

Pour les pays en développement, la corrélation entre l'accroissement des émissions de CO<sub>2</sub> et la sortie de la pauvreté est évidente et prouvée par les publications de la Banque Mondiale.

Par ailleurs, l'augmentation en cours de [la teneur en CO<sub>2</sub>](#) de l'atmosphère accroît fortement les rendements agricoles du fait de la photosynthèse.

Plus de CO2, c'est moins de pauvreté, moins de morts, et moins de famine sur la planète.

**3°** S'agissant plus particulièrement des pays développés, la prise de conscience qu'il est impossible d'agir significativement au niveau mondial sur le CO2 atmosphérique ne leur permettrait-elle pas des économies ?

À nouveau la réponse est positive. Le Grenelle de l'environnement avait chiffré pour la France à 2% du PIB les dépenses non justifiées par ailleurs à consentir pour agir sur le climat. Les dépenses correspondantes s'élèvent à plus encore aujourd'hui.

Dans le seul domaine de l'électricité, [les subventions déguisées aux énergies renouvelables](#) représentent 7 milliards d'euros par an et il est choquant de constater que de telles politiques ne sont mises en œuvre que parce que la vérité est cachée à la population.

Lorsqu'on dit aux Français la vérité, c'est-à-dire que [leur facture d'électricité va s'accroître au moins de 40% du fait des énergies renouvelables](#), 68% déclarent qu'il faut arrêter leur développement (sondage IFOP).

Angela Meckel a aussi été trompée, et le surcoût y est de 23 milliards d'euros par an pour les consommateurs allemands d'électricité, sans aucun effet positif de surcoût sur les émissions de CO2.

Au niveau mondial, il est étonnant de constater enfin que les investissements dans les énergies renouvelables intermittentes excèdent désormais ceux de l'industrie automobile.

Pour en revenir à notre seul pays, l'abandon de la fiction qu'il lui serait possible d'agir sur le CO2 mondial permettrait des économies massives. La politique actuelle est très grave pour notre industrie. Et les paysages sont défigurés, au seul profit des promoteurs.

Bien entendu, il faut agir pour l'environnement. Mais à bon escient, et pas en gaspillant sans effet l'argent public ou privé.

L'alarmisme qui règne au sujet du climat apparaît en définitive être une psychose collective dûment organisée mais infondée, analogue à celles auxquelles se heurtèrent en leur temps, Galilée, Newton, Darwin, Pasteur, Wegener et bien d'autres lorsqu'ils se dressèrent contre des idées unanimement reçues que les siècles suivants ont tournées en dérision et fait tomber dans l'oubli.